

Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2017

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	3
Etat du résultat global consolidé	4
Etat consolidé de la situation financière	5
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	6
Tableau des flux de trésorerie consolidés	8

Notes annexes

NOTE 1 Informations sectorielles	10
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	10
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel à l'EBITDA sectoriel	12
1.3 De l'EBITDA sectoriel au résultat d'exploitation sectoriel et investissements sectoriels	14
1.4 Actifs sectoriels	16
1.5 Passifs sectoriels	18
1.6 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque	20
1.7 Passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA	21
NOTE 2 Base de préparation des états financiers consolidés	22
2.1 Base de préparation des informations financières	22
2.2 Recours à des estimations et au jugement	22
2.3 Nouvelles normes et interprétations	22
NOTE 3 Chiffre d'affaires	24
NOTE 4 Autres charges	24
4.1 Autres charges opérationnelles	24
4.2 Coûts des restructurations et d'intégration	24
4.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	25

NOTE 5 Perte de valeur	25
NOTE 6 Impôt sur les sociétés	25
NOTE 7 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)	26
7.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	26
7.2 Résultat financier	26
7.3 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé	26
7.4 Endettement financier net	27
7.5 Principaux remboursements et émissions d'emprunts	28
7.6 Notation d'Orange	28
7.7 Gestion des covenants financiers	28
7.8 Actifs disponibles à la vente	28
7.9 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers	29
NOTE 8 Activités d'Orange Bank	29
8.1 Eléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank	29
NOTE 9 Capitaux propres	30
9.1 Evolution du capital	30
9.2 Actions propres	30
9.3 Distributions	30
9.4 Participations ne donnant pas le contrôle	30
9.5 Ecarts de conversion	31
9.6 Titres subordonnés	31
NOTE 10 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	31
10.1 Litiges	31
10.2 Engagements contractuels non comptabilisés	32
NOTE 11 Transactions avec les parties liées	32
NOTE 12 Evénements postérieurs à la clôture	32

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires		20 276	20 079
Achats externes		(8 967)	(8 818)
Autres produits opérationnels		368	370
Autres charges opérationnelles	4.1	(349)	(234)
Charges de personnel		(4 229)	(4 404)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 239)	(1 128)
Résultat de cession de titres et d'activités		(6)	67
Coûts des restructurations et d'intégration	4.2	(76)	(340)
Dotations aux amortissements		(3 351)	(3 279)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	5	-	(80)
Perte de valeur des immobilisations	5	4	(92)
Résultat des entités mises en équivalence		3	-
Résultat d'exploitation		2 434	2 141
Coût de l'endettement financier brut	7.2	(618)	(732)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		7	13
Gain (perte) de change	7.2	(60)	(95)
Autres produits et charges financiers		(8)	(16)
Effets liés à la participation dans BT	7.8	(349)	-
Résultat financier		(1 028)	(830)
Impôt sur les sociétés	6	(576)	(237)
Résultat net des activités poursuivies		830	1 074
Résultat net des activités cédées (EE)		-	2 249
Résultat net de l'ensemble consolidé		830	3 323
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		682	3 168
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		148	155
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère			
Résultat net des activités poursuivies			
• de base		0,20	0,29
• dilué		0,20	0,29
Résultat net des activités cédées			
• de base		-	0,85
• dilué		-	0,83
Résultat net			
• de base		0,20	1,14
• dilué		0,20	1,12

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		830	3 323
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies ⁽¹⁾		6	(127)
Impôt sur les éléments non recyclables		(1)	27
Eléments non recyclables en résultat (a)		5	(100)
Actifs disponibles à la vente	7.8	16	(388)
Couverture de flux de trésorerie	7.3	202	(125)
Ecart de conversion	9.5	(86)	(174)
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(52)	41
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		80	(646)
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies (a) + (b)		85	(746)
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies des MEE ⁽²⁾		-	52
Impôt sur les éléments non recyclés des MEE		-	(4)
Eléments non recyclés en résultat (c)		-	48
Ecart de conversion	9.5	-	(836)
Couverture d'investissement net		-	65
Couverture de flux de trésorerie des MEE		-	(5)
Impôt sur les éléments recyclés		-	(22)
Eléments recyclés en résultat (d)		-	(798)
Autres éléments du résultat global des activités cédées (EE) (c) + (d)		-	(750)
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b) + (c) + (d)		85	(1 496)
Résultat global consolidé		915	1 827
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		786	1 734
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		129	93

(1) Réévaluation liée à la diminution des taux d'actualisation au 30 juin 2016.

(2) MEE : Entités mises en équivalence.

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actif			
Ecarts d'acquisition	5	27 123	27 156
Autres immobilisations incorporelles		14 481	14 602
Immobilisations corporelles		26 115	25 912
Titres mis en équivalence		133	130
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	8.1.1	1 030	1 025
Actifs financiers non courants	7.8	3 299	3 882
Dérivés actifs non courants	7.1	507	915
Autres actifs non courants		108	106
Impôts différés actifs		2 066	2 116
Total de l'actif non courant		74 862	75 844
Stocks		772	819
Créances clients		4 999	4 964
Prêts et créances courants d'Orange Bank	8.1.1	1 638	2 066
Actifs financiers courants	7.1	1 934	1 862
Dérivés actifs courants	7.1	26	57
Autres actifs courants		1 043	1 073
Impôts et taxes d'exploitation		836	918
Impôt sur les sociétés		87	170
Charges constatées d'avance		786	540
Disponibilités et quasi-disponibilités	7.1	6 807	6 355
Total de l'actif courant		18 928	18 824
Total de l'actif		93 790	94 668
Passif			
Capital social		10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés		5 803	5 803
Réserves		(3 106)	(2 614)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		30 196	30 688
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	9.4	2 405	2 486
Total capitaux propres	9	32 601	33 174
Passifs financiers non courants	7.1	28 362	28 909
Dérivés passifs non courants		745	578
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		911	907
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	8.1.2	512	518
Avantages du personnel non courants		2 789	3 029
Provision pour démantèlement non courante		762	716
Provision pour restructuration non courante	4.2	239	185
Autres passifs non courants		571	608
Impôts différés passifs		631	658
Total des passifs non courants		35 522	36 108
Passifs financiers courants	7.1	4 936	4 759
Dérivés passifs courants	7.1	38	50
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	4.3	2 541	2 800
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	4.3	6 252	6 211
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	8.1.2	3 691	3 846
Avantages du personnel courants		2 203	2 266
Provision pour démantèlement courante		12	21
Provision pour restructuration courante	4.2	121	190
Autres passifs courants		1 717	1 530
Impôts et taxes d'exploitation		1 566	1 241
Impôt sur les sociétés		472	338
Produits constatés d'avance		2 118	2 134
Total des passifs courants		25 667	25 386
Total du passif		93 790	94 668

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	
(en millions d'euros)												
Solde au 1er janvier 2016		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(3 144)	862	30 907	2 085	275	2 360	33 267
Résultat global consolidé		-	-	-	-	3 168	(1 434)	1 734	155	(62)	93	1 827
Augmentation de capital		11 171 216	44	64	-	5	-	113	-	-	-	113
Rémunération en actions		-	-	-	-	49	-	49	2	-	2	51
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(6)	-	(6)	-	-	-	(6)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(252)	-	(252)	(1 316)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(188)	-	(188)	-	-	-	(188)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(17)	-	(17)	(5)	-	(5)	(22)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	(16)	-	(16)	(16)
Autres mouvements		-	-	-	-	(106)	-	(106)	(33)	-	(33)	(139)
Solde au 30 juin 2016		2 660 056 599	10 640	16 854	5 803	(1 303)	(572)	31 422	1 936	213	2 149	33 571
Résultat global consolidé		-	-	-	-	(233)	168	(65)	173	46	219	154
Augmentation de capital		-	-	5	-	(5)	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions		-	-	-	-	3	-	3	4	-	4	7
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	7	-	7	-	-	-	7
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(532)	-	(532)	(7)	-	(7)	(539)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(103)	-	(103)	-	-	-	(103)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(77)	-	(77)	77	-	77	-
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	70	-	70	3	-	3	73
Autres mouvements		-	-	-	-	(37)	-	(37)	41	-	41	4
Solde au 31 décembre 2016		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 210)	(404)	30 688	2 227	259	2 486	33 174
Résultat global consolidé		-	-	-	-	682	104	786	148	(19)	129	915
Augmentation de capital	9.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions		-	-	-	-	(5)	-	(5)	(7)	-	(7)	(12)
Rachat d'actions propres	9.2	-	-	-	-	(18)	-	(18)	-	-	-	(18)
Distribution de dividendes	9.3	-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(231)	-	(231)	(1 295)
Rémunération des titres subordonnés	9.6	-	-	-	-	(179)	-	(179)	-	-	-	(179)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements		-	-	-	-	(12)	-	(12)	28	-	28	16
Solde au 30 juin 2017		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 806)	(300)	30 196	2 165	240	2 405	32 601

► DETAIL DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES LIEES AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global	
	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE ⁽¹⁾	Total	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés		Total
(en millions d'euros)														
Solde au 1er janvier 2016	36	52	1 212	(480)	116	(74)	862	-	(2)	289	(13)	1	275	1 137
Variation	(388)	(62)	(946)	(127)	46	43	(1 434)	-	2	(64)	-	-	(62)	(1 496)
Solde au 30 juin 2016	(352)	(10)	266	(607)	162	(31)	(572)	-	-	225	(13)	1	213	(359)
Variation	386	(239)	(103)	50	74	-	168	(2)	-	50	(3)	1	46	214
Solde au 31 décembre 2016	34	(249)	163	(557)	236	(31)	(404)	(2)	-	275	(16)	2	259	(145)
Variation	15	205	(68)	6	(54)	-	104	1	(3)	(18)	-	1	(19)	85
Solde au 30 juin 2017	49	(44)	95	(551)	182	(31)	(300)	(1)	(3)	257	(16)	3	240	(60)

(1) MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Flux de trésorerie lié à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		830	3 323
<i>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>			
Impôts et taxes d'exploitation		1 239	1 128
Résultat de cession de titres et d'activités		(55)	(138)
Dotations aux amortissements		3 351	3 279
Dotations (reprises) des provisions		(191)	(312)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	5	-	80
Perte de valeur des immobilisations	5	(4)	92
Résultat des entités mises en équivalence		(3)	0
Résultat net des activités cédées (EE)		-	(2 249)
Ecarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		6	16
Résultat financier	7.2	1 028	830
Impôt sur les sociétés	6	576	237
Rémunération en actions		(12)	53
<i>Variations du besoin en fonds de roulement</i>			
Diminution (augmentation) des stocks bruts		44	(20)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		(28)	201
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		37	(23)
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽¹⁾		(322)	(734)
Diminution (augmentation) des flux d'exploitation liés aux opérations d'Orange Bank		262	-
<i>Autres décaissements nets</i>			
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(887)	(873)
Dividendes encaissés hors EE		24	16
Dividendes encaissés EE		-	173
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net		(753)	(817)
Impôt sur les sociétés décaissé		(390)	(406)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)		4 752	3 856
<i>Dont activités cédées (EE)</i>		-	202
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
<i>Acquisitions (cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(3 376)	(4 143)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(282)	(266)
Produits de cession des actifs corporels et incorporels		99	86
<i>Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise</i>			
Burkina Faso, République démocratique du Congo et Libéria		-	(792)
Autres		(7)	(60)
<i>Investissements dans les sociétés mises en équivalence</i>			
Autres acquisitions d'actifs disponibles à la vente		(21)	(7)
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur		(7)	(1)
Produits de cession des titres EE		-	4 493
Produits de cession des titres BT		433	-
Autres produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée		6	72
<i>Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers</i>			
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		(63)	(351)
Autres		(60)	259
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)		(3 278)	(721)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>		-	4 493

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts non courants	7.5	2 253	756
Remboursements d'emprunts non courants	7.5	(2 048)	(1 038)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		710	666
Variation nette des dépôts de cash collateral		(437)	(759)
Effet change des dérivés net		(23)	7
Coupons sur titres subordonnés	9.6	(179)	(188)
Cession (rachat) des actions propres	9.2	(18)	(6)
Offres réservées au personnel		-	(34)
Variations de capital - propriétaires de la société mère	9.1	-	113
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		26	(43)
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		4	(10)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	9.3	(1 064)	(1 064)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(203)	(195)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)		(979)	(1 795)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>		-	(220)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		495	1 340
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		6 355	4 469
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		495	1 340
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités ⁽²⁾		(43)	8
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		6 807	5 817

(1) Hors créances et dettes d'impôts et taxes d'exploitation. La variation concerne principalement le règlement de l'amende au titre du litige concurrence marché Entreprises pour (350) millions d'euros en juin 2016.

(2) Principalement variations non monétaires des taux de change.

NOTE 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

(en millions d'euros)

France	Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg
--------	---------	---------	------------------------

30 juin 2017				
Chiffre d'affaires	8 879	2 628	1 325	617
Services mobiles	3 165	1 336	585	512
Ventes d'équipements mobiles	303	271	146	53
Services fixes	5 137	1 019	531	41
Autres revenus	274	2	63	11
Service de voix	-	-	-	-
Services de données	-	-	-	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-
Opérateurs internationaux	-	-	-	-
Services partagés	-	-	-	-
externe	8 586	2 602	1 308	606
inter-secteurs	293	26	17	11

30 juin 2016				
Chiffre d'affaires	8 860	2 418	1 306	609
Services mobiles	3 236	1 263	614	504
Ventes d'équipements mobiles	281	240	106	56
Services fixes	5 069	915	542	36
Autres revenus	274	-	44	13
Service de voix	-	-	-	-
Services de données	-	-	-	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-
Opérateurs internationaux	-	-	-	-
Services partagés	-	-	-	-
externe	8 573	2 404	1 290	602
inter-secteurs	287	14	16	7

(1) Dont, en 2017, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 580 millions d'euros, en Espagne pour 17 millions d'euros, en Pologne pour 11 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 316 millions d'euros et dans les autres pays pour 691 millions d'euros.

Dont, en 2016, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 605 millions d'euros, en Espagne pour 14 millions d'euros, en Pologne pour 9 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 758 millions d'euros et dans les autres pays pour 280 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 819 millions d'euros en 2017.

Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 859 millions d'euros en 2016.

		Europe	Afrique et Moyen-Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Eliminations	Comptes consolidés Orange
<i>Pays d'Europe centrale</i>	<i>Eliminations Europe</i>	Total					

843	(8)	5 405	2 491	3 615	819	(933)	20 276
673	(6)	3 100	2 089	433	-	-	-
71	-	541	36	52	-	-	-
74	(1)	1 664	331	-	-	-	-
25	(1)	100	35	-	-	-	-
-	-	-	-	728	-	-	-
-	-	-	-	1 374	-	-	-
-	-	-	-	1 028	-	-	-
-	-	-	-	-	686	-	-
-	-	-	-	-	133	-	-
831	-	5 347	2 368	3 428	547	-	20 276
12	(8)	58	123	187	272	(933)	-

798	(3)	5 128	2 516	3 666	904	(995)	20 079
658	(1)	3 038	2 055	444	-	-	-
51	-	453	39	47	-	-	-
67	-	1 560	380	-	-	-	-
22	(2)	77	42	-	-	-	-
-	-	-	-	762	-	-	-
-	-	-	-	1 402	-	-	-
-	-	-	-	1 011	-	-	-
-	-	-	-	-	757	-	-
-	-	-	-	-	147	-	-
789	-	5 085	2 371	3 452	598	-	20 079
9	(3)	43	145	214	306	(995)	-

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel à l'EBITDA sectoriel

(en millions d'euros)

	France	Europe					Total
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe centrale	Elimina- tions Europe	
30 juin 2017							
Chiffre d'affaires	8 879	2 628	1 325	617	843	(8)	5 405
Achats externes	(3 324)	(1 634)	(726)	(380)	(477)	11	(3 206)
Autres produits opérationnels	734	51	41	10	48	(3)	147
Autres charges opérationnelles	(312)	(105)	(28)	(8)	(31)	-	(172)
Charges de personnel	(2 055)	(128)	(209)	(67)	(76)	-	(480)
Impôts et taxes d'exploitation	(754)	(90)	(36)	(15)	(5)	-	(146)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté⁽¹⁾	3 168	722	367	157	302	-	1 548
Principaux litiges	5	-	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(48)	-	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Coûts des restructurations et d'intégration	(10)	(1)	(2)	-	-	-	(3)
Autres éléments spécifiques	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA⁽¹⁾	3 115	721	365	156	302	-	1 544
30 juin 2016							
Chiffre d'affaires	8 860	2 418	1 306	609	798	(3)	5 128
Achats externes	(3 326)	(1 540)	(700)	(390)	(441)	7	(3 064)
Autres produits opérationnels	732	62	34	15	26	(4)	133
Autres charges opérationnelles	(250)	(100)	(29)	1	(25)	-	(153)
Charges de personnel	(2 192)	(125)	(188)	(68)	(71)	-	(452)
Impôts et taxes d'exploitation	(754)	(90)	(36)	(22)	(6)	-	(154)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté⁽¹⁾	3 070	625	387	145	281	-	1 438
Principaux litiges	-	-	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(58)	-	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	(160)	(133)	-	-	-	-	(133)
Autres éléments spécifiques	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA⁽¹⁾	2 852	492	387	145	281	-	1 305

(1) Les ajustements de l'EBITDA sont définis en note 1.7.

(2) Le produit net bancaire (PNB) d'Orange Bank est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 38 millions d'euros à fin juin 2017. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (3) millions d'euros à fin juin 2017.

(3) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms / banque	Total	Ajuste- ments de présen- tation ⁽³⁾	Comptes consolidés Orange
2 491	3 615	819	(933)	20 276	-	-	20 276	-	20 276
(1 231)	(1 848)	(1 405)	2 078	(8 936)	(31)	-	(8 967)	-	(8 967)
32	85	1 168	(1 851)	315	38	-	353	15	368
(123)	(330)	(35)	706	(266)	(3)	-	(269)	(80)	(349)
(202)	(814)	(590)	-	(4 141)	(30)	-	(4 171)	(58)	(4 229)
(203)	(79)	(61)	-	(1 243)	(1)	-	(1 244)	5	(1 239)
-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
-	-	-	-	-	-	-	-	(76)	(76)
764	629	(104)	-	6 005	(27)	-	5 978	(200)	-
-	-	(65)	-	(60)	-	-	(60)	60	-
-	(2)	(8)	-	(58)	-	-	(58)	58	-
-	-	(5)	-	(6)	-	-	(6)	6	-
(8)	(15)	(40)	-	(76)	-	-	(76)	76	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
756	612	(222)	-	5 805	(27)	-	5 778	-	5 778
2 516	3 666	904	(995)	20 079			20 079	-	20 079
(1 231)	(1 854)	(1 490)	2 147	(8 818)			(8 818)	-	(8 818)
53	86	1 224	(1 866)	362			362	8	370
(105)	(336)	(43)	714	(173)			(173)	(61)	(234)
(224)	(831)	(620)	-	(4 319)			(4 319)	(85)	(4 404)
(181)	(71)	(58)	-	(1 218)			(1 218)	90	(1 128)
-	-	-	-	-			-	67	67
-	-	-	-	-			-	(340)	(340)
828	660	(83)	-	5 913			5 913	(321)	-
-	-	40	-	40			40	(40)	-
-	(3)	(19)	-	(80)			(80)	80	-
17	56	(6)	-	67			67	(67)	-
(2)	(24)	(21)	-	(340)			(340)	340	-
-	-	(8)	-	(8)			(8)	8	-
843	689	(97)	-	5 592			5 592	-	5 592

1.3 De l'EBITDA sectoriel au résultat d'exploitation sectoriel et investissements sectoriels

(en millions d'euros)

	France	Europe					Total
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe centrale	Eliminations Europe	
30 juin 2017							
EBITDA	3 115	721	365	156	302	-	1 544
Dotations aux amortissements	(1 509)	(491)	(301)	(112)	(161)	-	(1 065)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	4	-	-	-	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	1 610	230	64	44	141	-	479
30 juin 2016							
EBITDA	2 852	492	387	145	281	-	1 305
Dotations aux amortissements	(1 375)	(462)	(307)	(98)	(164)	-	(1 031)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	3	-	1	-	-	-	1
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	1 480	30	81	47	117	-	275
30 juin 2017							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	1 611	538	192	77	99	-	906
Licences de télécommunication	11	3	-	-	-	-	3
Locations financements	2	1	1	-	-	-	2
Total investissements⁽⁴⁾	1 624	542	193	77	99	-	911
30 juin 2016							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	1 586	547	194	62	110	-	913
Licences de télécommunication	-	48	719	-	9	-	776
Locations financements	-	3	2	-	-	-	5
Total investissements⁽⁵⁾	1 586	598	915	62	119	-	1 694

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 132 millions d'euros en 2017.
Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 124 millions d'euros en 2016.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 129 millions d'euros en 2017.
Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 167 millions d'euros en 2016.

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank	Comptes consolidés Orange
----------------------------	----------------------------	--	---------------------------------------	-----------------------------	-------------	---------------------------------

756	612	(222)	-	5 805	(27)	5 778
(433)	(181)	(162)	-	(3 350)	(1)	(3 351)
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	4	-	4
6	-	(3)	-	3	-	3
329	431	(387)	-	2 462	(28)	2 434

843	689	(97)	-	5 592		5 592
(525)	(186)	(162)	-	(3 279)		(3 279)
-	-	-	-	-		-
-	-	-	-	-		-
(80)	-	-	-	(80)		(80)
(96)	-	-	-	(92)		(92)
5	-	(5)	-	-		-
147	503	(264)	-	2 141		2 141

428	179	127	-	3 251	25	3 276
86	-	-	-	100	-	100
-	9	2	-	15	-	15
514	188	129	-	3 366	25	3 391

359	168	141	-	3 167		3 167
200	-	-	-	976		976
2	11	27	-	45		45
561	179	168	-	4 188		4 188

(3) Les CAPEX correspondent aux investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement et sont un indicateur utilisé en interne pour l'allocation des ressources. Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

(4) Dont 2 554 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 837 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(5) Dont 1 692 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 496 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

1.4 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique et Luxem- bourg	Pays d'Europe centrale
30 juin 2017					
Écarts d'acquisition	14 364	6 818	242	362	2 162
Autres immobilisations incorporelles	4 197	1 817	1 298	305	680
Immobilisations corporelles	13 242	3 408	2 509	810	847
Titres mis en équivalence	-	1	-	4	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	4	-	11	-	-
Total de l'actif non courant	31 807	12 044	4 060	1 481	3 689
Stocks	371	68	54	21	60
Créances clients	1 506	713	574	187	230
Charges constatées d'avance	104	149	27	26	14
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	479	25	16	2	22
Total de l'actif courant	2 460	955	671	236	326
Total de l'actif	34 267	12 999	4 731	1 717	4 015
31 décembre 2016					
Écarts d'acquisition	14 364	6 818	232	362	2 160
Autres immobilisations incorporelles	4 269	1 861	1 299	320	713
Immobilisations corporelles	13 054	3 313	2 420	830	874
Titres mis en équivalence	-	1	-	6	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	3	-	10	-	-
Total de l'actif non courant	31 690	11 993	3 961	1 518	3 747
Stocks	433	73	37	31	64
Créances clients	1 515	729	512	176	232
Charges constatées d'avance	70	92	18	12	11
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	532	12	9	1	10
Total de l'actif courant	2 550	906	576	220	317
Total de l'actif	34 240	12 899	4 537	1 738	4 064

(1) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 547 millions d'euros en 2017, et 541 millions d'euros en 2016.

	Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Elimina- tions activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Elimina- tions activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
--	--------	--------------------------------	---------------------------------	--	---	--------------------------------	----------------	--	---------------------------------

-	9 584	1 663	1 494	18	-	27 123	-	-	27 123
-	4 100	2 092	336	3 716	1	14 442	39	-	14 481
-	7 574	3 222	469	1 605	-	26 112	3	-	26 115
-	5	120	1	7	-	133	-	-	133
-	-	-	-	-	663	663	-	-	663
-	11	5	12	891	2 851	3 774	2 600	(27)	6 347
-	21 274	7 102	2 312	6 237	3 515	72 247	2 642	(27)	74 862
-	203	83	52	63	-	772	-	-	772
-	1 704	765	764	1 018	(758)	4 999	-	-	4 999
-	216	125	223	129	(12)	785	1	-	786
-	-	-	-	-	8 064	8 064	-	-	8 064
-	65	714	141	347	251	1 997	2 311	(1)	4 307
-	2 188	1 687	1 180	1 557	7 545	16 617	2 312	(1)	18 928
-	23 462	8 789	3 492	7 794	11 060	88 864	4 954	(28)	93 790

-	9 572	1 709	1 496	15	-	27 156	-	-	27 156
-	4 193	2 103	327	3 694	-	14 586	16	-	14 602
-	7 437	3 270	487	1 662	-	25 910	2	-	25 912
-	7	111	1	11	-	130	-	-	130
-	-	-	-	-	980	980	-	-	980
-	10	2	11	1 708	2 780	4 514	2 577	(27)	7 064
-	21 219	7 195	2 322	7 090	3 760	73 276	2 595	(27)	75 844
-	205	84	50	49	(2)	819	-	-	819
-	1 649	701	784	864	(549)	4 964	-	-	4 964
-	133	66	189	95	(14)	539	1	-	540
-	-	-	-	-	7 899	7 899	-	-	7 899
-	32	638	150	384	439	2 175	2 427	-	4 602
-	2 019	1 489	1 173	1 392	7 773	16 396	2 428	-	18 824
-	23 238	8 684	3 495	8 482	11 533	89 672	5 023	(27)	94 668

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 173 millions d'euros en 2017, et 2 203 millions d'euros en 2016. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

1.5 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique et Luxem- bourg	Pays d'Europe centrale
30 juin 2017					
Capitaux propres	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	329	-	157	-	201
Avantages du personnel non courants	1 687	2	31	1	4
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	660	153	112	68	58
Total du passif non courant	2 676	155	300	69	263
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 205	542	164	41	71
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 381	903	312	193	217
Avantages du personnel courants	1 258	35	54	32	23
Produits constatés d'avance	1 157	68	132	59	70
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	730	119	233	150	62
Total du passif courant	6 731	1 667	895	475	443
Total du passif	9 407	1 822	1 195	544	706
31 décembre 2016					
Capitaux propres	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	322	-	155	-	208
Avantages du personnel non courants	1 895	-	31	1	2
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	695	151	66	69	59
Total du passif non courant	2 912	151	252	70	269
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 293	539	226	69	98
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 355	886	327	168	232
Avantages du personnel courants	1 369	36	44	32	22
Produits constatés d'avance	1 171	76	127	59	71
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	429	103	221	138	22
Total du passif courant	6 617	1 640	945	466	445
Total du passif	9 529	1 791	1 197	536	714

	Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Elimina- tions activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Elimina- tions activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
--	--------	--------------------------------	------------------	---	---	--------------------------------	----------------	--	---------------------------------

<i>Eliminations Europe</i>									
-	-	-	-	-	32 315	32 315	286	-	32 601
-	358	224	-	-	-	911	-	-	911
-	38	69	298	691	-	2 783	6	-	2 789
-	-	-	-	-	29 049	29 049	-	-	29 049
-	391	55	27	237	824	2 194	606	(27)	2 773
-	787	348	325	928	29 873	34 937	612	(27)	35 522
-	818	387	43	84	1	2 538	3	-	2 541
-	1 625	1 149	684	1 113	(759)	6 193	59	-	6 252
-	144	77	341	378	-	2 198	5	-	2 203
-	329	235	294	115	(12)	2 118	-	-	2 118
-	-	-	-	-	4 796	4 796	-	-	4 796
-	564	945	214	852	464	3 769	3 989	(1)	7 757
-	3 480	2 793	1 576	2 542	4 490	21 612	4 056	(1)	25 667
-	4 267	3 141	1 901	3 470	66 678	88 864	4 954	(28)	93 790

-	-	-	-	-	32 889	32 889	285	-	33 174
-	363	221	-	-	1	907	-	-	907
-	34	70	312	713	(1)	3 023	6	-	3 029
-	-	-	-	-	29 420	29 420	-	-	29 420
-	345	56	33	177	853	2 159	620	(27)	2 752
-	742	347	345	890	30 273	35 509	626	(27)	36 108
-	932	418	46	104	1	2 794	6	-	2 800
-	1 613	1 073	665	1 008	(549)	6 165	46	-	6 211
-	134	68	348	342	-	2 261	5	-	2 266
-	333	235	293	116	(14)	2 134	-	-	2 134
-	-	-	-	-	4 666	4 666	-	-	4 666
-	484	828	234	792	487	3 254	4 055	-	7 309
-	3 496	2 622	1 586	2 362	4 591	21 274	4 112	-	25 386
-	4 238	2 969	1 931	3 252	67 753	89 672	5 023	(27)	94 668

1.6 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque

(au 30 juin 2017, en millions d'euros)

	Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	856	(26)	-	830
Éléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie	5 938	(3)	-	5 935
Variation du besoin en fonds de roulement	(299)	292	-	(7)
Autres décaissements nets	(2 008)	2	-	(2 006)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	4 487	265	-	4 752
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 531)	(28)	-	(3 559)
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(7)	-	-	(7)
Autres acquisitions d'actifs disponibles à la vente	(21)	-	-	(21)
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur	(7)	-	-	(7)
Produits de cession de titres de participations nets de la trésorerie cédée	439	-	-	439
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	(52)	(71)	-	(123)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(3 179)	(99)	-	(3 278)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts non courants	2 253	-	-	2 253
Remboursements d'emprunts non courants	(2 048)	-	-	(2 048)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	675	35	-	710
Variation nette des dépôts de cash collateral	(441)	4	-	(437)
Effet change des dérivés net	(23)	-	-	(23)
<i>Autres flux</i>				
Coupons sur titres subordonnés	(179)	-	-	(179)
Cession (rachat) d'actions propres	(18)	-	-	(18)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	(51)	77	-	26
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	4	-	-	4
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 064)	-	-	(1 064)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(203)	-	-	(203)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(1 095)	116	-	(979)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture				
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	213	282	-	495
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	(43)	-	-	(43)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 437	370	-	6 807

1.7 Passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA

En 2017, la charge relative aux principaux litiges correspond à la réévaluation du risque sur différents contentieux.

Les charges spécifiques de personnel reflètent principalement l'impact des changements d'hypothèses et des effets d'expérience des différents accords TPS en France. Elles intègrent également au 30 juin 2017 le produit à recevoir au titre de la restitution des cotisations sociales payées dans le cadre du plan AGA Partageons 2011 dont les actions n'ont finalement pas été attribuées en raison de la non-atteinte des conditions de performance.

En juin 2016, la revue du portefeuille de titres et d'activités comprenait principalement le résultat de cession de Fime pour 49 millions d'euros.

Les coûts des restructurations et d'intégration sont présentés en note 4.2.

Les autres éléments spécifiques incluaient, en 2016, les frais de transaction non aboutie avec Bouygues.

Evolution de la présentation de l'information sectorielle

Evolution des secteurs opérationnels en Afrique et au Moyen-Orient

A compter de 2017, les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes d'Orange sont prises par le président directeur général (principal décideur opérationnel) aux niveaux suivants en Afrique et au Moyen-Orient : le sous-groupe Sonatel (regroupant les entités Sonatel au Sénégal, Orange Mali, Orange Bissau, Orange en Guinée et Orange en Sierra Leone), le sous-groupe Côte d'Ivoire (regroupant les entités Orange Côte d'Ivoire, Orange au Burkina Faso et Orange au Libéria) et chacun des autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient, constituent donc désormais les secteurs opérationnels. L'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés du Groupe reste inchangée. Cette évolution est sans effet sur le niveau de test des écarts d'acquisition.

Gestion du marché Entreprises en France

La présentation de l'information sectorielle évolue à compter de 2017 pour mieux refléter la gestion du marché Entreprises en France. Les revenus et les charges d'exploitation des services mobiles et des ventes d'équipements mobiles aux entreprises employant plus de 50 salariés, jusqu'ici inclus dans le secteur opérationnel France, sont désormais regroupés avec les activités du secteur Entreprises. Cette évolution n'a aucun impact sur le compte de résultat du Groupe. Seule la présentation du chiffre d'affaires et des charges d'exploitation des secteurs France et Entreprises est modifiée, avec un ajustement sur les éliminations intra-groupe. Au 30 juin 2016, l'impact de ce transfert sur le chiffre d'affaires est de (515) millions d'euros pour le secteur France et de 477 millions d'euros pour le secteur Entreprises. Cet impact se traduit par une hausse sur le résultat d'exploitation du secteur Entreprises de 168 millions d'euros.

Cette évolution modifie également la composition des unités génératrices de trésorerie (UGT) France et Entreprises. Ainsi, l'écart d'acquisition initialement affecté à l'UGT France a été partiellement réaffecté à l'UGT Entreprises et estimé à date à environ 1 milliard d'euros sur la base des flux futurs de trésorerie attendus relatifs à l'activité transférée.

Les données sectorielles 2016 présentées tiennent compte de ces évolutions.

NOTE 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2017 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2016.

2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 26 juillet 2017.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du premier semestre 2017 sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union Européenne (UE) et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes qu'au 31 décembre 2016, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34. Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'UE (disponibles sur le site internet : http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm) sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception du découpage de la norme IAS 39 et des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents, et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la direction d'Orange procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2016. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 30 juin 2017 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la direction du Groupe exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

2.3 Nouvelles normes et interprétations

Parmi les textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2017, ceux qui pourraient avoir un effet sur les comptes consolidés futurs sont les normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16. Ils font l'objet d'un projet dédié au sein du Groupe.

Norme / Interprétation Conséquences pour le Groupe

(date d'application pour le Groupe)

IFRS 9 Instruments financiers (1 ^{er} janvier 2018)	<p>IFRS 9 modifie les conditions de comptabilisation des opérations de couverture et les grandes catégories comptables d'actifs et passifs financiers : compte tenu de la nature des transactions du Groupe, il n'est pas attendu de modification sensible à ce titre pour les activités télécoms et d'Orange Bank.</p> <p>IFRS 9 modifie également la reconnaissance du risque de crédit relatif aux actifs financiers en se fondant sur l'approche des pertes attendues versus les pertes encourues : ceci se traduira notamment pour les activités télécoms par la comptabilisation de dépréciations sur les créances clients non échues et dès l'accord de crédit pour Orange Bank. La comptabilisation de ce changement de méthode aura un effet sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018, sans retraitement des périodes comparatives présentées.</p>
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients (1 ^{er} janvier 2018)	<p>Le principal effet de mise en œuvre d'IFRS 15 concernera le marché de la téléphonie mobile et plus spécifiquement la comptabilisation des contrats lorsqu'ils associent la vente à prix réduit d'un équipement et la souscription avec engagement de durée du client à un service de communication : le chiffre d'affaires global du contrat ne sera pas modifié, mais le rythme de reconnaissance et la répartition entre le terminal vendu et la prestation de service seront modifiés (plus de revenu d'équipement, moins de revenu de services).</p> <p>La reconnaissance accélérée du chiffre d'affaires se traduira au bilan par la présentation d'un actif sur contrat qui se transformera en créance client au fur et à mesure de la fourniture des services de communication.</p> <p>En outre, certains coûts incrémentaux d'acquisition et de rétention des clients (i.e. les paiements aux distributeurs directement attribuables au contrat, hors subventions) seront pris en charge de façon étalée sur la durée de la relation contractuelle.</p> <p>Le Groupe sera en mesure de communiquer de premières données quantifiées de l'effet de la norme durant le quatrième trimestre 2017. Il sera également en mesure de statuer sur l'option de traitement de l'effet rétrospectif de la norme : directement dans les capitaux propres soit au 1^{er} janvier 2018 sans retraitement des périodes comparatives, soit au 1^{er} janvier 2016 avec présentation des périodes comparatives 2016 et 2017 sous IFRS 15.</p>
IFRS 16 Contrats de location (1 ^{er} janvier 2019)	<p>Cette norme introduit des dispositions affectant significativement la représentation comptable des locations ainsi que des agrégats financiers chez les locataires.</p> <p>Les locataires comptabiliseront l'ensemble de leurs contrats de location, à la livraison par le bailleur du droit d'usage, comme un actif en contrepartie d'un passif financier de façon similaire à une location-financement sous IAS 17.</p> <p>Outre le bilan, seront modifiés le compte de résultat (amortissements et intérêts au lieu de charges opérationnelles, accélération de la charge résultant de la composante intérêts) et le tableau des flux de trésorerie (seuls les intérêts continueront à affecter les flux d'exploitation, les flux d'investissement ne seront pas modifiés tandis que le remboursement de la dette affectera les flux de financement).</p> <p>La représentation comptable sera sensible :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ au niveau de jugement requis dans l'application des nouveaux critères de qualification d'un contrat de location,▪ au choix de la mise en œuvre ou non d'une comptabilisation comme actif incorporel de certains contrats de capacité,▪ aux lois et pratiques propres à chaque juridiction ou secteur d'activité en matière de durées d'engagement ferme de location consentie par les bailleurs ainsi que de combinaison des composantes fixe et variable des paiements contractuels,▪ aux politiques d'estimation de la durée raisonnablement certaine des contrats qui seront retenues par chaque locataire,▪ aux options retenues en matière de transition. <p>Par ailleurs, les différences entre les normes IFRS (IFRS 16) et US (ASU 2016-02) résulteront en des agrégats financiers divergents entre opérateurs.</p> <p>Les modalités de première application rétrospective restent à définir par le Groupe : soit au 1^{er} janvier 2019 sans retraitement des périodes comparatives, soit au 1^{er} janvier 2017 avec présentation des périodes comparatives 2017 et 2018, sous IFRS 16.</p>

NOTE 3 Chiffre d'affaires

Suite au transfert de la gestion du marché Entreprises en France du secteur opérationnel France vers le secteur opérationnel Entreprises, le chiffre d'affaires des services et équipements mobiles du secteur Entreprises est présenté selon les deux lignes de produits suivantes, à savoir services mobiles et ventes d'équipements mobiles :

- services mobiles : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *Machine to Machine*, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- ventes d'équipements mobiles : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés y compris ventes d'accessoires.

NOTE 4 Autres charges

4.1 Autres charges opérationnelles

Outre les dépréciations et pertes sur créances clients et les charges de services universel, les autres charges opérationnelles du premier semestre 2017 incluent notamment des provisions liées à des litiges en France et à l'international, pour 113 millions d'euros. Au premier semestre 2016, les autres charges opérationnelles incluaient notamment le règlement de 53 millions d'euros relatif au litige SFR-Résidences secondaires.

4.2 Coûts des restructurations et d'intégration

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Coûts des restructurations	(77)	(291)
Plans de départ des salariés ⁽¹⁾	(12)	(91)
Immobilier ⁽²⁾	(40)	(22)
Réseaux de distribution ⁽³⁾	1	(160)
Dépréciation d'actifs liée aux contrats onéreux	(3)	-
Autres	(23)	(18)
Coûts d'intégration	1	(49)
Jazztel ⁽⁴⁾	-	(49)
Frais d'acquisition sur titres	1	-
Total	(76)	(340)

(1) Principalement les plans de départs volontaires d'Orange Espagne en 2016 (environ 500 personnes concernées).

(2) Concerne essentiellement des contrats onéreux sur baux immobiliers en France.

(3) Concernait principalement les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects en France en 2016.

(4) Principalement les coûts de rupture de contrats opérationnels dans le cadre de l'intégration des activités de Jazztel en 2016 (essentiellement lié aux IRU et liaisons louées).

Certains coûts de restructurations et d'intégration ne transitent pas par les comptes de provisions dont les mouvements sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Provision pour restructuration et intégration en début de période	375	414
Dotation avec effet au compte de résultat	59	149
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(9)	(6)
Utilisation sans effet au compte de résultat	(73)	(122)
Ecarts de conversion	(1)	(2)
Reclassements et autres	9	(61)
Provision pour restructuration et intégration en fin de période	360	372
Dont provision non courante	239	185
Dont provision courante	121	187

4.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures.

Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 300 millions d'euros au 30 juin 2017.

NOTE 5 Perte de valeur

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et lorsque des indicateurs de dépréciation se manifestent.

L'évolution du contexte économique et financier, les différentes capacités de résistance des acteurs du marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, la baisse des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs de dépréciation potentiels.

Les travaux de planification pluriannuelle étant réalisés en fin d'année, les réexamens semestriels induits par l'identification d'indicateurs de dépréciation sont conduits sur la base de révisions préliminaires des trajectoires de flux de trésorerie retenues à la fin de l'année précédente.

Au 30 juin 2017

Au 30 juin 2017, la revue des indicateurs n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

Au 30 juin 2016

En Egypte, la dépréciation de 176 millions d'euros (dont 80 millions d'euros sur les écarts d'acquisition et 96 millions d'euros sur les actifs immobilisés) reflétait les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et des nouvelles conditions financières.

NOTE 6 Impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	30 juin 2016
Impôt sur les sociétés	(576)	(237)
Impôt exigible	(603)	(325)
Impôts différés	27	88

La variation de la charge d'impôt sur les sociétés s'explique principalement par le produit d'impôt de 177 millions d'euros comptabilisé au 30 juin 2016 du fait de l'issue favorable des procédures contentieuses engagées au titre des exercices 2008-2009 et 2011-2013 relatives à la quote-part de frais et charges de 5% appliquée en France aux dividendes reçus de sociétés membres de l'Union Européenne.

Sous réserve de modifications des règles fiscales en vigueur et de l'évolution des perspectives futures estimées, les déficits fiscaux d'Orange SA devraient être totalement consommés d'ici le 31 décembre 2017.

Depuis plusieurs années, le Groupe a engagé un contentieux au titre de la taxe de 3 % des dividendes contestant la constitutionnalité de cette mesure en respect des directives européennes. Une issue favorable de ce contentieux se traduirait par un produit d'impôt courant d'environ 238 millions d'euros, qui est à ce stade du contentieux traité comme un actif éventuel au 30 juin 2017.

NOTE 7 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)

7.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 7 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 8 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière.

(au 30 juin 2017, en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Orange Bank	Note	dont éliminations activités télécoms / banque
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	1 030	-		1 030	8.1.1	-
Actifs financiers non courants	3 299	1 786		1 540		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	507	495	7.4	12		-
Prêts et créances courants d'Orange Bank	1 638	-		1 638	8.1.1	-
Actifs financiers courants	1 934	1 647		288		(1)
Dérivés actifs courants	26	26	7.4	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 807	6 437		370		-
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	512	-		512	8.1.2	-
Passifs financiers non courants	28 362	28 362	7.4	27		(27) ⁽¹⁾
Dérivés passifs non courants	745	687	7.4	58		-
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	3 691	-		3 691	8.1.2	-
Passifs financiers courants	4 936	4 758	7.4	179		(1)
Dérivés passifs courants	38	38	7.4	-		-

(1) Emprunt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

7.2 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à (1 028) millions d'euros au 30 juin 2017 contre (830) millions d'euros au 30 juin 2016.

La diminution du résultat financier s'explique par les effets liés à la participation dans BT pour (349) millions d'euros (voir note 7.8) compensés par l'amélioration du coût de l'endettement brut pour 114 millions d'euros, principalement liée à la diminution des intérêts sur les dettes obligataires après effet des couvertures, et par l'évolution des gains et pertes de change pour 35 millions d'euros principalement due aux couvertures économiques de l'exposition du Groupe en livres sterling (essentiellement couverture de la réévaluation non comptabilisée des titres subordonnés en livres sterling, instruments de capitaux propres enregistrés pour leur valeur historique).

7.3 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé

A fin juin 2017, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 202 millions d'euros contre une perte de (125) millions d'euros au 1^{er} semestre 2016. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe, par des cross currency swaps.

Le gain sur le 1^{er} semestre 2017 s'explique par une remontée plus rapide des taux euros par rapport aux taux des marchés américains, tandis que la perte sur le 1^{er} semestre 2016 s'expliquait principalement par la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

7.4 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent et se décompose comme suit :

	30 juin 2017	31 décembre 2016
(en millions d'euros)		
TDIRA	1 222	1 212
Emprunts obligataires	26 395	27 370
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	3 045	2 710
Dettes de location-financement	595	622
Dépôts reçus de cash collateral	191	541
<i>NEU Commercial Papers</i> ⁽¹⁾	1 208	542
Banques créditrices	234	278
Autres passifs financiers	230	250
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	33 120	33 525
Dérivés passifs courants et non courants ⁽²⁾	725	561
Dérivés actifs courants et non courants ⁽²⁾	(522)	(960)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie	(562)	(763)
Endettement financier brut après dérivés (a)	32 761	32 363
Dépôts versés de cash collateral ⁽³⁾	(168)	(77)
Placements à la juste valeur ⁽⁴⁾	(1 600)	(1 576)
Quasi-disponibilités	(3 476)	(3 942)
Disponibilités	(2 962)	(2 324)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(8 206)	(7 919)
Endettement financier net (a) + (b)	24 555	24 444

(1) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(2) Au 30 juin 2017, l'effet change sur les cross currency swaps couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain de 512 millions d'euros.

(3) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(4) Seuls les placements, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

Variations des éléments d'actifs ou de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont présentés en activités de financement dans le tableau des flux de trésorerie (voir note 1.6)

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	Autres variations sans effet sur la trésorerie			30 juin 2017	
		Flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variation de change / conversion		Autres
TDIRA	1 212	-	-	-	10	1 222
Emprunts obligataires	27 370	(57)	-	(703)	(215) ⁽¹⁾	26 395
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	2 710	365	-	(37)	7	3 045
Dettes location-financement	622	(44)	-	0	17	595
Dépôts reçus de cash collateral	541	(350)	-	-	-	191
<i>NEU Commercial Papers</i>	542	666	-	(3)	3	1 208
Banque créditrices	278	(31)	(0)	(13)	0	234
Autres passifs financiers	250	(19)	0	(13)	12	230
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	33 525	530	0	(769)	(166)	33 120
Dérivés nets	(399)	(23)	-	777	(152)	203
Dépôts versés de cash collateral	(77)	(91)	-	-	0	(168)
Flux des activités opérationnelles de financement		416				

(1) Principalement variation des intérêts courus non échus.

7.5 Principaux remboursements et émissions d'emprunts

Le 9 mars 2017, Orange SA a émis un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à échéance 11 septembre 2023 avec un coupon de 0,75 % et un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance 9 septembre 2027 avec un coupon de 1,50 %.

Le Groupe a émis le 27 juin 2017 des obligations échangeables en titres BT (voir note 7.8) pour un nominal de 517 millions de livres sterling (soit 585 millions d'euros au cours indicatif BCE du jour), portant un coupon de 0,375 % et ayant pour sous-jacent 133 millions d'actions BT sur la base d'un cours de référence de 2,88 livres sterling par action. Les obligations arrivent à maturité en juin 2021 et sont remboursables sur demande des investisseurs à partir du 7 août 2017 en numéraire, en titres BT ou en une combinaison des deux, au choix d'Orange. Le montant remboursé en fine correspondra au nominal augmenté le cas échéant de la performance du cours de BT au-delà de 3,89 livres sterling par action (soit 135% du cours de référence). En normes IFRS, cette opération se décompose en une dette financière de 503 millions de livres sterling (équivalents à 570 millions d'euros en date d'émission) enregistrée au coût amorti et un dérivé réévalué à la juste valeur par résultat (reconnu en passifs financiers pour un montant initial de (14) millions de livres sterling équivalent à (15) millions d'euros).

Enfin, Orange SA a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire échu au premier semestre 2017 pour 1 900 millions d'euros.

7.6 Notation d'Orange

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange au premier semestre 2017, l'agence Japan Credit Rating a révisé le 16 juin 2017 la perspective sur la dette long terme d'Orange de Stable à Positive et a ainsi confirmé sa note sur la dette long terme à A-.

Au 30 juin 2017, la notation Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable	Positive
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	

7.7 Gestion des covenants financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2016 demeurent respectés.

7.8 Actifs disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs disponibles à la vente en début de période	1 878	144
Titres BT reçus en rémunération de la cession de EE	-	2 462
Cession d'un tiers des titres BT	(570)	-
Dépréciation des titres BT conservés hors effet de la couverture du risque de change ⁽¹⁾	(248)	(753)
Autres mouvements	29	25
Actifs disponibles à la vente en fin de période	1 089	1 878

(1) A fin juin 2017, le Groupe conserve 266 millions d'actions BT dont la juste valeur s'élève à 891 millions contre 1 139 millions d'euros fin 2016.

Titres BT

Le 29 janvier 2016, suite à la cession de EE, Orange avait reçu 4 % du capital de BT Group Plc (BT), soit 399 millions d'actions pour l'équivalent de 2 462 millions d'euros (contre-valorisés au cours indicatif BCE du 28 janvier soit 0,76228).

Ces titres étant classés en actifs disponibles à la vente, leurs variations de juste valeur, après prise en compte de l'effet de la couverture du risque de change, sont enregistrées en autres éléments du résultat global et non en résultat, sauf en cas d'indication objective de perte de valeur significative ou prolongée. En cas de dépréciation, toute variation de valeur ultérieure (calculée sur la base du cours du dernier jour de cotation et contre-valorisée en euros au cours fixing BCE de fin de période) reflétant une perte de valeur latente par rapport à la date de dépréciation, est reconnue en résultat.

A fin décembre 2016, la participation du Groupe dans BT a fait l'objet d'une dépréciation de (602) millions d'euros, nette de l'effet de la couverture de change.

Le 19 juin 2017, le Groupe Orange a annoncé la cession d'un tiers de sa participation soit 133 millions d'actions pour un montant net de 433 millions d'euros (contre-valorisé au cours indicatif BCE du 22 juin 2017, jour du règlement/livraison, soit 0,88168). Fin 2016, la juste valeur de ces titres s'élevait à 570 millions d'euros. A fin juin 2017, l'effet en résultat lié aux titres cédés s'élève à (126) millions d'euros (dont 11 millions d'euros d'effet de la couverture de change).

A fin juin 2017, Orange conserve ainsi 2,67 % du capital social de BT, dont la juste valeur s'élève à 891 millions d'euros (dernier cours de cotation du 30 juin 2017 soit 2,975 livres sterling par action contre-valorisés au cours indicatif BCE du jour soit

0,87933), contre 1 139 millions d'euros à fin 2016. Sur le premier semestre 2017, la variation de juste valeur des titres BT conservés représente une perte de (223) millions d'euros comptabilisée au compte de résultat (dont un gain de 25 millions d'euros lié à la couverture de change).

En juin 2017, comme décrit en note 7.5, Orange SA a procédé à l'émission d'obligations échangeables en titres BT portant sur la moitié de la participation conservée.

7.9 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun événement significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2017.

NOTE 8 Activités d'Orange Bank

8.1 Eléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank

Les comptes d'Orange Bank ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 7 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 8 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière.

(au 30 juin 2017, en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Orange Bank	Note	dont éliminations activités télécoms / banque
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	1 030	-		1 030	8.1.1	-
Actifs financiers non courants	3 299	1 786		1 540		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	507	495	7.4	12		-
Prêts et créances courants d'Orange Bank	1 638	-		1 638	8.1.1	-
Actifs financiers courants	1 934	1 647		288		(1)
Dérivés actifs courants	26	26	7.4	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 807	6 437		370		-
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	512	-		512	8.1.2	-
Passifs financiers non courants	28 362	28 362	7.4	27		(27) ⁽¹⁾
Dérivés passifs non courants	745	687	7.4	58		-
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	3 691	-		3 691	8.1.2	-
Passifs financiers courants	4 936	4 758	7.4	179		(1)
Dérivés passifs courants	38	38	7.4	-		-

(1) Emprunt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

8.1.1 Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle pour 2 218 millions d'euros et auprès des établissements de crédit pour 450 millions d'euros.

Dans le cadre de la retranscription des comptes d'Orange Bank dans le plan comptable du Groupe, les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle ont été rassemblés au sein des prêts et créances auprès de la clientèle.

A fin juin 2017, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (représentant 1 072 millions d'euros) et de crédits à l'habitat (représentant 733 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

8.1.2 Dettes liées aux opérations d'Orange Bank

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées des dettes de la banque auprès de la clientèle pour 3 400 millions d'euros et des établissements de crédit pour 803 millions d'euros.

A fin juin 2017, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées principalement de comptes ordinaires de la clientèle pour 2 509 millions d'euros et de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 670 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et prêts à terme.

NOTE 9 Capitaux propres

Au 30 juin 2017, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2017, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,19 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 5,47 % du capital et 8,88 % des droits de vote.

9.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2017.

Au cours de la période close le 30 juin 2017, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'élèvent à 2 659 338 388 actions.

9.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions dont le descriptif figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 avril 2017.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours du premier semestre 2017 par Orange SA l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 30 juin 2017, la société détient 1 322 157 actions propres (dont 1 300 000 au titre du contrat de liquidité), contre 22 423 au 31 décembre 2016 (dont 0 au titre du contrat de liquidité).

9.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 1^{er} juin 2017 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,60 euro par action au titre de l'exercice 2016. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action, mis en paiement le 7 décembre 2016 pour un montant total de 532 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 14 juin 2017 pour un montant de 1 064 millions d'euros.

9.4 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 414	2 493
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	935	906
<i>dont Groupe Sonatel</i>	596	683
<i>dont Groupe Orange Belgium</i>	246	247
<i>dont Groupe Jordan Telecom</i>	158	175
<i>dont Médi Telecom</i>	139	157
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(9)	(7)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	2 405	2 486

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires	231	252
<i>dont Groupe Sonatel</i>	186	186
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	0	37
<i>dont Médi Telecom</i>	16	15
<i>dont Groupe Orange Belgium</i>	14	-
<i>dont Groupe Jordan Telecom</i>	11	10

9.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(86)	(174)
Reclassement dans le résultat de la période	(0)	-
Total écarts de conversion des activités poursuivies	(86)	(174)
Reclassement dans le résultat de la période ⁽¹⁾	-	(836)
Total écarts de conversion des activités cédées	-	(836)

(1) Ces écarts de conversion concernait uniquement EE en 2016.

La variation de l'écart de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2017, une diminution de 55 millions d'euros au titre de la dépréciation du dollar et de 46 millions d'euros au titre de la dépréciation du dinar jordanien,
- sur le premier semestre 2016, une diminution de 101 millions d'euros au titre de la dépréciation du zloty et de 61 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne.

9.6 Titres subordonnés

Le montant présenté dans la colonne « titres subordonnés » du tableau de variation des capitaux propres de 5 803 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique (les tranches libellées en livres sterling ne faisant pas l'objet de réévaluation depuis leur émission en 2014). Les frais et primes d'émission de (88) millions d'euros ont été imputés sur les réserves.

Au cours du premier semestre 2017, Orange n'a pas exercé son option de report de paiement et a donc versé les coupons suivants :

- le 7 février 2017, une rémunération de 95 millions d'euros et 38 millions de livres sterling (équivalents à 44 millions d'euros) aux porteurs des titres subordonnés émis en février 2014 ;
- le 3 avril 2017, une rémunération de 35 millions de livres sterling (équivalents à 40 millions d'euros) aux porteurs de la tranche libellée en livres sterling des titres subordonnés émis en octobre 2014.

Pour mémoire, l'effet impôt afférent à la rémunération des titres subordonnés est constaté en résultat sur la période.

L'effet impôt associé aux écarts de conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling s'élève à (13) millions d'euros sur la période. Cet effet est présenté dans les « autres mouvements » du tableau de variation des capitaux propres consolidés.

NOTE 10 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

10.1 Litiges

Au 30 juin 2017, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 589 millions d'euros (537 millions d'euros au 31 décembre 2016). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2016 qui ont eu ou sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière du Groupe.

- Dans le cadre des procédures indemnitaires engagées par certains opérateurs devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice subi du fait des pratiques d'Orange sur les marchés mobile et fixe de la clientèle "entreprise", BT Group a porté sa réclamation à 170 millions d'euros. Compte tenu de la décision rendue le 17 décembre 2015 par l'Autorité

de la concurrence qui a sanctionné Orange à hauteur de 350 millions d'euros du fait de ses pratiques concurrentielles, Orange considère qu'il existe un risque lié à ces procédures, étant précisé que les droits éventuels à réparation des demandeurs restent subordonnés à la caractérisation d'un préjudice réel par ces derniers correspondant aux pratiques sanctionnées.

- Le 16 juin 2017, la Cour d'appel de Paris a confirmé sa décision de 2014 rejetant l'ensemble des réclamations de Numericable d'un montant de 2,6 milliards d'euros visant à l'indemnisation du préjudice résultant d'une prétendue résiliation de fait des conventions d'occupation du génie civil signées en 1999 et 2001 lors de la cession par Orange de ses réseaux cablés.
- Dans la procédure opposant Orange à Lectiel devant la Cour d'appel de Paris concernant le montant du préjudice subi par cette dernière du fait du refus d'Orange de mettre gratuitement à sa disposition sa base annuaires et sa mise à jour quotidienne, préjudice estimé par Lectiel à 4,7 milliards d'euros, l'expert judiciaire nommé par la cour a rendu le 27 juin 2017 son rapport qui conclut à un préjudice de 7 millions d'euros intérêts inclus.
- En Espagne, la cour d'appel (Audiencia Nacional) a rejeté le 23 mai 2017 le recours de BT Group contre la décision de la CNMC du 11 mars 2014 qui avait rejeté sa plainte relative à un prétendu effet de ciseau tarifaire sur le marché de gros du secteur de la téléphonie mobile espagnole. BT Group a formé un recours en cassation devant la Cour suprême.
- Le 3 mars 2017, Orange Polska a été informée que la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a sursis à statuer sur son recours contre la décision confirmant l'amende de 128 millions d'euros qui lui a été infligée par la Commission européenne en 2011, jusqu'à ce qu'un autre litige relatif à un abus de position dominante ait été jugé par la CJUE.
- Le 15 mars 2017, la Cour d'appel de Varsovie a confirmé l'annulation de l'amende imposée par l'Autorité de la concurrence polonaise (UOKIK) sur les quatre principaux opérateurs mobiles polonais, dont orange Polska, pour des pratiques d'entente visant à retarder le développement de nouveaux services sur le marché de la télévision mobile. L'UOKIK a déposé un recours devant la Cour Suprême. Suite à cette décision, la réclamation en dommages et intérêts d'un montant de 140 millions d'euros intentée par la société Magna Polonia contre les opérateurs est actuellement sans fondement.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2016 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

10.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Suite à la signature de nouveaux contrats d'achat de terminaux au cours du premier semestre 2017, le montant total des engagements d'achats de terminaux est estimé à environ 3,6 milliards d'euros sur les prochaines années.

Aucun autre événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés 2016.

NOTE 11 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2017, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiés au 31 décembre 2016.

NOTE 12 Evénements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'administration du 26 juillet 2017 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2017 de 0,25 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 7 décembre 2017. Le montant du décaissement estimé s'élève à 665 millions d'euros sur la base du nombre d'actions au 30 juin 2017.